



## Le risque de guerre au Moyen-Orient exacerbe la crise politique au Royaume-Uni

Par [Robert Stevens](#)

Mondialisation.ca, 23 juillet 2019

[wsws.org](#) 22 juillet 2019

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Les tensions continuent de monter en raison de l'impasse dans laquelle se trouve l'Iran au sujet de l'arraisonnement d'un pétrolier britannique dans le détroit d'Ormuz vendredi dernier, ce qui risque de provoquer un conflit militaire catastrophique au Proche-Orient.

Le Stena Impero, un navire suédois battant pavillon britannique, a été arraisonné par les Gardiens de la révolution iraniens pour ce qu'ils ont qualifié de violation des règles et règlements maritimes internationaux.

Le gouvernement conservateur britannique en crise, qui a commis un acte de piraterie en arraisonnant un pétrolier iranien au large de Gibraltar et le retient toujours après près de trois semaines, a répondu par une série de menaces contre l'Iran et une mise en garde contre les «graves conséquences». Le Conseil de sécurité d'urgence Cobra a tenu plusieurs réunions au cours desquelles il a été convenu de renforcer la présence militaire de la Grande-Bretagne dans la région, notamment dans le détroit d'Ormuz, une voie maritime de 34 kilomètres de large par où passent un cinquième du pétrole mondial et un tiers du gaz naturel liquéfié du monde.

Dimanche, le ministre britannique de la défense Tobias Ellwood a déclaré que la Grande-Bretagne envisageait une «série d'options», y compris le gel de tous les avoirs de l'Iran, si le pétrolier n'était pas libéré.

Il est déjà convenu, selon les reportages du *Sun*, qu'un «sous-marin nucléaire britannique de classe Astute, qui serait déjà en mer, devrait se diriger vers la région d'ici quelques jours.»

Le *Sun* a rapporté que «[l]es Royal Marines [...] seraient autorisés à utiliser des mitrailleuses de gros calibre, des snipers et des missiles antichars légers pour dissuader les forces iraniennes.»

Le HMS Duncan, un destroyer de défense aérienne de type 45, est également déployé pour appuyer un autre navire de guerre britannique déjà dans la région, le HMS Montrose. Un navire de soutien de la Royal Navy, le RFA Cardigan Bay, est basé à Bahreïn, et le journal rapporte que «le HMS Kent, une autre frégate anti-sous-marine de type 23, doit partir pour le Golfe dans cinq semaines.»

Bien que la position publique soit que toutes les options sont sur la table, le *Daily Telegraph* a rapporté samedi soir que «[l]e Royaume-Uni aurait demandé à son allié américain de s'abstenir initialement de faire des déclarations publiques incendiaires sur l'arraisonnement

du Stena Impero par l'Iran dans sa recherche d'une solution diplomatique à la crise.»

Le journal a dit : «Jeremy Hunt [...] a parlé avec son homologue [américain] Mike Pompeo, qui était en Argentine, vendredi soir. Les responsables britanniques et américains ont continué à parler dans la nuit de vendredi à vendredi. Les responsables de la Maison-Blanche n'ont pas réagi aux informations selon lesquelles le Royaume-Uni aurait fait savoir aux États-Unis qu'il voulait tenter de désamorcer la situation.»

Les événements du détroit d'Ormuz ont considérablement aggravé la crise politique en Grande-Bretagne. Le Premier ministre Theresa May, qui est un canard boiteux depuis des mois, est presque certaine d'être remplacée cette semaine comme chef du parti conservateur et Premier ministre par le concurrent de Hunt, le pro-Brexit Boris Johnson.

May a été mise à l'écart à tel point que, comme l'a rapporté *Sky News*, elle n'a pas assisté à la réunion de Cobra de vendredi, «pas même par liaison vidéo sécurisée», malgré le fait qu'elles sont normalement présidées par le Premier ministre.

M. Johnson, qui a démissionné de son poste de ministre des affaires étrangères en juillet de l'année dernière, après moins d'un an à ce poste, n'est pas un ministre du Cabinet et n'était pas présent non plus. En tant que conservateur pro-Brexit le plus en vue, M. Johnson préconise d'approfondir les liens avec les États-Unis sur la base d'un accord de libre-échange post-Brexit. Il a noué des relations étroites avec le président américain Trump, qui est anti-européen, et est en contact étroit avec lui avant même depuis qu'il soit installé à Downing Street. *Sky News* a rapporté vendredi soir, «Boris Johnson a eu un appel secret avec Donald Trump hier soir...»

Étant donné les vastes implications géopolitiques du soutien de la Grande-Bretagne à l'administration Trump dans toute action militaire contre l'Iran – avec une population profondément hostile à tout nouveau pillage impérialiste au Moyen-Orient – Johnson et Hunt ont tous deux ressenti le besoin de s'engager à ne pas soutenir les frappes militaires américaines contre l'Iran pendant la campagne électorale des Tories.

Plusieurs chroniqueurs des médias ostensiblement libéraux et de droite ont exprimé ces réticences, en s'opposant à ce que le Royaume-Uni s'enlise dans une autre guerre au Moyen-Orient contre «l'intérêt national».

Simon Tisdall a écrit dans sa chronique du *Guardian* titrée «Comment le grand faucon de Trump a attiré la Grande-Bretagne dans un piège dangereux pour punir l'Iran», que suite à l'arraisonnement du pétrolier iranien, «la Grande-Bretagne a été plongée au milieu d'une crise internationale à laquelle elle est mal préparée pour faire face. Le moment ne pourrait pas être pire. Un Premier ministre qui n'a pas fait ses preuves, probablement Boris Johnson, entrera à Downing Street cette semaine. La Grande-Bretagne est au bord d'une sortie désordonnée de l'UE, aliénant ses plus proches partenaires européens. Et sa relation avec l'Amérique de Trump est particulièrement tendue.»

Dans le *Financial Times*, Gideon Rachman a averti que Johnson, «Est devant [l']a perspective d'avoir à faire face à une crise diplomatique majeure avec l'Iran qui pourrait dégénérer en conflit militaire.»

Les relations entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne risquent de s'effondrer car «une décision britannique d'aligner sa politique iranienne sur celle de

Washington mettrait probablement fin aux efforts de l'UE pour maintenir l'accord nucléaire iranien.» M. Rachman a ajouté: «Cela représenterait également l'abandon d'une position de politique étrangère britannique de longue date et pourrait augmenter les chances d'un affrontement militaire plus tard.»

Certains secteurs de l'armée et des grandes entreprises approuvent ouvertement le renforcement militaire contre l'Iran. Lord West, ancien [Premier lord](#) de l'Amirauté et un ancien ministre du gouvernement travailliste, a déclaré: «Ce sont eux [l'Iran] qui ont fait monter la crise en attaquant l'un de nos navires marchands, alors s'ils attaquent l'un de nos navires marchands, ils subiront une riposte cinglante.»

Cependant, West a également mis en garde dans une chronique du *Guardian* samedi: «Une réponse militaire contre l'Iran n'est pas appropriée et, de toute façon, est au-delà des capacités de nos forces armées agissant seules.»

«Mais nous devons dire clairement aux Iraniens que, même si jusqu'à présent nous avons essayé de parler à Washington sur l'assouplissement des sanctions, nous nous rangerons du côté des États-Unis et renforcerons les sanctions à moins que l'Iran ne libère notre navire et son équipage.»

Il a averti: «Certains groupes puissants en Israël, en Arabie saoudite et aux États-Unis veulent la guerre et pensent qu'une frappe de précision contre des éléments clés de la capacité militaire de l'Iran conduirait à un changement de régime. Ils ont tort. Cela mènerait à une guerre sans fin avec des conséquences catastrophiques dans la région et dans le monde entier.»

West a mis en garde qu'«Il y a des risques réels d'erreur de calcul ou d'action imprudente qui mèneraient à une guerre.» Dans des commentaires destinés à Johnson et Hunt, il a écrit, «malgré ce que certains pensent, si une guerre éclatait, il n'y aurait aucun moyen pour le Royaume-Uni d'éviter d'être pleinement impliqué du côté américain.»

L'escalade des tensions au cours des dernières semaines montre que la tendance générale est aux conflits militaires. Chaque jour, la Grande-Bretagne se rapproche du bord de la guerre. Les partisans d'une augmentation drastique du budget militaire britannique et de l'inversion des coupes dans les forces armées s'emparent de la crise.

Les médias de l'oligarque milliardaire Report Murdoch ont longtemps servi de canal pour diffuser ces positions. Deborah Haynes, rédactrice en chef des affaires étrangères chez *Sky News* et précédemment rédactrice en chef de la défense au *Times* de *Murdoch*, a été révélée comme membre du groupe britannique de journalistes qui font partie du «cluster» britannique de l'Integrity Initiative (II). Le II a été créé par l'Institute of Statecraft basé à Londres pour diffuser la propagande en faveur de l'impérialisme britannique.

Haynes a écrit dans un éditorial de *Sky News* ce week-end sur le «fait que la Royal Navy n'a plus suffisamment de navires de guerre à consacrer à l'escorte du trafic maritime à travers le Golfe tout en maintenant ses autres engagements à travers le monde.»

Se référant à la diminution de la taille de l'arsenal militaire britannique, elle a déploré le fait que: «La dégradation de la Royal Navy et du reste des forces armées est un choix politique depuis la fin de la guerre froide.»

«Les experts de la défense ont averti pendant des années que le moment où la Grande-Bretagne reconnaîtra enfin ce que certains considèrent comme un acte de vandalisme

national auto-infligé (en termes de réduction des coûts pour les forces armées) sera celui où nous subirons une défaite ou un échec catastrophique sur la scène internationale», a-t-elle ajouté.

«L'arraisonnement du pétrolier Stena Impero pourrait-elle être ce signal d'alarme ?»

«À plus long terme, que les limites que la crise du Golfe a mises en évidence dans les défenses britanniques incitent le prochain premier ministre à investir suffisamment d'argent, de réflexion stratégique et d'innovation dans la reconstruction des forces armées pour que le Royaume-Uni ne soit plus pris de court.»

Haynes a insisté: «Dans l'immédiat, les chefs de la défense doivent être habilités par leurs dirigeants politiques à adopter une position plus ferme à l'égard de l'Iran.»

Robert Stevens

Article paru en anglais, WSWs, le 22 juillet 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Robert Stevens](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Robert Stevens](http://www.wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)